« Gestion en commun » ou accès ouvert autorisé ?

La gouvernance du pluri-usage sur les rives du lac Tchad (Cameroun)

“Commons” or authorized open access? Multi-use governance on the shores of lake Chad (Cameroon)

Charline Rangé et Philippe Lavigne Delville

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/15995>

DOI : [10.4000/etudesrurales.15995](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.15995)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2019

Pagination : 20-40

ISBN : 978-2-7132-2788-2

Référence électronique

Charline Rangé et Philippe Lavigne Delville, « « Gestion en commun » ou accès ouvert autorisé ? », *Études rurales* [En ligne], 203 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 10 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/15995> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.15995>

Photo 1 : Troupeaux de zébus arabes pâturent entre les parcelles, Ndili, arrondissement de Blangoua, Cameroun, mars 2012. Photo : C. Rangé.

«Gestion en commun» ou accès ouvert autorisé?

La gouvernance du pluri-usage sur les rives du lac Tchad (Cameroun)

Thème ancien mais longtemps délaissé de l'histoire européenne [Vivier 1993], relancée par la dynamique de recherche initiée dans les années 1980 et 1990 en réaction à la thèse de Hardin sur la tragédie des communs [McCay et Acheson 1987; Ostrom 1990; Bromley 1992; Ostrom *et al.* 2002], la question des «communs» connaît une forte actualité, dont témoigne le récent *Dictionnaire des biens communs* [Cornu *et al.* 2017]. Entre mise en évidence de dynamiques originales, nouveau regard sur des formes existantes d'action collective, et projet politique de sortie du modèle néolibéral, cette effervescence intellectuelle repose sur des définitions variables, et pas toujours précises, de la notion de «commun». Dans les débats contemporains, celle-ci varie entre une acception très large (tout ce qui ne relève pas de la propriété privée)¹ et une conception plus stricte correspondant à ce qu'on pourrait appeler – de manière réductrice au regard de ces travaux –, le «modèle ostromien»: une ressource délimitée et appropriée par une communauté définie, en capacité d'exclure les autres «usagers», des institutions de régulation à différents niveaux – voire une démocratie interne, les «usagers» ayant le pouvoir de définir les règles².

Une telle polysémie pose problème: partout où la propriété privée n'est pas la norme – ce qui est le cas dans la grande majorité des situations rurales dans le monde, tout est «commun» au sens large. Qualifier ces situations de «communs» englobe une immense diversité de configurations et ne dit pas grand-chose de la façon dont l'accès et l'exploitation des différentes ressources sont organisés et dont les différents «dilemmes des communs» [Gardner *et al.*

1. «We will use the term “commons” to refer to a resource, or collection of resources over which private property rights have not been established» [Anderies et Janssen 2016: 4].

2. «Chez Ostrom, il n'y a pas de communs sans communauté capable de les animer, de les faire vivre, le cas échéant d'en faire évoluer les règles» [Coriat 2017: 268].

1990] sont traités. Quant au « modèle ostromien », il ne correspond qu'à une partie des situations : tous les espaces et les ressources qui ne sont pas appropriés de façon privative ne relèvent pas nécessairement d'une communauté bien délimitée et d'autorités clairement identifiables. De plus, il est essentiellement centré sur l'analyse d'une ressource donnée et traite peu de la coordination entre usages différents [Edwards et Steins 1998 ; Mehta *et al.* 1999], ce qui est pourtant un cas de figure fréquent.

Si ces critères – une ressource délimitée et une communauté en capacité d'exclure l'accès à d'autres – sont les premiers des principes (*design principles*) identifiés comme favorisant l'émergence et le maintien de régimes de gouvernance en commun [Ostrom 1990 ; Agrawal 2001], Elinor Ostrom, elle-même, ne définit pas les communs de façon aussi restrictive et souligne à de multiples reprises la grande diversité des configurations institutionnelles [Bousquet et Antona 2017]. Dans leurs travaux, E. Ostrom [2010] et ses collaborateurs ont plutôt promu le concept de « polycentricité », qui prend acte du fait que la régulation de l'accès aux ressources ne relève pas nécessairement d'une autorité unique et que des liens lâches entre différentes institutions peuvent – dans certains cas – permettre une régulation efficace. Ils ont aussi développé un cadre d'analyse général des « situations d'action enchâssées dans des systèmes agro-écologiques » [*idem* : 663 fig. 6], mobilisant une dizaine de variables pour rendre compte de la façon dont les actions des individus sont

Le multi-usage des ressources naturelles sur les rives sud du lac Tchad
Illustration : C. Seignobos (d'après des clichés de C. Rangé, Cameroun, 2012).

liées aux écosystèmes, à la gouvernance et à leur expérience des interactions répétées qu'ils établissent entre eux.

Cet article soutient que la notion de « communs » n'est pas toujours une entrée analytique pertinente pour décrire et analyser des situations où des ressources naturelles, non appropriées de façon exclusive, sont utilisées par des « usagers » multiples. Structurer l'analyse autour d'un modèle prédéfini – le « modèle ostromien » – et des écarts à ce modèle est réducteur. Le cadre conceptuel de l'IAD (*Institutional analysis and development*) permet de rendre compte de configurations très variées mais ne fournit guère d'outils pour comprendre les liens entre ces variables et décrire les configurations concrètes. En effet, il cherche à intégrer « l'ensemble le plus large de variables » [Ostrom 2010 : 646], mais « une théorie spécifique » est nécessaire « pour préciser quelles parts du cadre d'analyse sont considérées comme utiles pour expliquer les différents résultats et la façon dont ils sont liés les uns aux autres » [*idem*].

Nous proposons pour cela une approche anthropologique inductive qui permet de caractériser finement la gouvernance des ressources dans un contexte donné, en prenant acte de la diversité des usages, des acteurs et des sources de pouvoir, et des modalités variées de leurs hybridations. Précisons que nous prenons ici le terme de gouvernance au sens descriptif et non normatif de « a set of regulations emerging out from repeated interactions between actors and institutions » [Blundo et Le Meur 2009 : 6].

Pour ce faire, nous interrogeons les différents modes d'accès aux ressources naturelles sur un territoire, pour les différents groupes d'« usagers », et les formes de contrôle de cet accès, puis les relations de concurrence, de compétition et de complémentarité qui les lient et les modes de coordination qui régulent cette concurrence et cette compétition³ et, enfin, les tensions et les conflits qu'ils suscitent.

À partir de là, il s'agit de remonter aux institutions qui éventuellement régulent l'accès à ces ressources et les concurrences entre « usagers », de s'interroger sur la nature des règles, la source de leur légitimité, leur degré de contestation, le type d'autorités qui les édictent ou en assurent la mise en œuvre, et sur leur effectivité. On peut ainsi mettre au jour, à partir des pratiques, les formes complexes de gouvernance des ressources et des territoires à l'œuvre dans un espace géographique, social et politique donné.

Nous mobilisons cette démarche sur le cas de la rive camerounaise du lac Tchad, zone humide qui fait l'objet d'une exploitation très efficace fondée sur l'imbrication et la succession des usages agro-halio-pastoraux [Rangé 2016a ; Rangé et Cochet 2018]. Ce cas permet d'interroger des formes originales de coordination entre usages, dans des configurations où les ressources sont

3. Nous employons compétition pour qualifier les rapports entre acteurs poursuivant un même but, et concurrence pour les rapports entre usages différents (entre activités ou au sein d'une même activité).

relativement abondantes mais variables dans l'espace et dans le temps, mal délimitées et où il n'y a pas de communautés anciennement établies et instituées. Il constitue ainsi un cas d'école pour questionner certaines notions clés du « modèle ostromien ». Nous montrons pourquoi, dans ce cas spécifique, il est important de ne pas confondre « gestion en commun » et « gouvernance du pluri-usage ».

Le matériau mobilisé, ici, est issu d'une enquête de terrain approfondie menée entre 2011 et 2013 dans le cadre d'une thèse de doctorat [Rangé 2016b] combinant, dans une logique de triangulation, observations de paysage et de pratiques, entretiens avec les « usagers » et les autres acteurs économiques et politiques, consultation des archives préfectorales (procès-verbaux de conflits fonciers, correspondances, rapports des services de l'agriculture). Quelque 589 entretiens ont été réalisés avec l'ensemble des acteurs utilisant les rives du lac et les autorités, sur l'ensemble du territoire lacustre camerounais, principalement dans les arrondissements de Hilé-Alifa, Darak et Blangoua (*voir carte*). Le choix des interlocuteurs a été fait par buissonnement pour recouper les données et mettre en perspective des points de vue contrastés et le nombre d'entretiens menés en lien avec les différents champs d'investigation a reposé sur le principe de saturation [Olivier de Sardan 1995].

Nous commencerons par présenter la remarquable dynamique de peuplement et d'intensification de l'usage de l'espace qu'a connu le lac Tchad depuis les années 1970, ainsi que les formes d'intégration de cette zone de colonisation aux territoires politiques existants. Nous analyserons ensuite les modes d'accès aux ressources agricoles, halieutiques et pastorales, puis nous identifierons les formes de coordination des usages, mettant à jour ce que l'on peut qualifier d'accès ouvert soumis à autorisation, dont la coordination repose principalement sur de l'évitement et des ajustements mutuels, avec une intervention limitée des autorités dans la régulation et quelques formes d'action collective. Nous discutons en conclusion de l'intérêt de notre grille d'analyse pour caractériser la diversité des formes de coordination entre usages, au-delà du modèle des communs.

Densification du peuplement et imbrications des usages dans une zone de colonisation

En Afrique de l'ouest, plusieurs grandes zones humides témoignent de modes d'exploitation agro-halio-pastoraux liés à des plaines d'épandage de fleuves (moyenne vallée du Sénégal, delta intérieur du Niger au Mali). Elles ont été peuplées de longue date ; des royaumes et des empires y ont organisé l'accès aux espaces et la coordination des usages [Boutillier et Schmitz 1987; Gallais 1984; Fay 1997]. Dans le cas du lac Tchad, et de sa rive camerounaise en particulier, la densité du peuplement et la productivité de l'espace résultent d'un processus récent de front pionnier. S'étalant sur quelques décennies

Les différentes générations de villages du lac Tchad (de la fin du XIX^e siècle à nos jours).
Carte: C. Rangé.

seulement, il a démarré dans les années 1950 avec la pêche, et porte en grande partie sur des espaces nouveaux, rendus disponibles par le changement de régime hydrique du lac dans les années 1970.

Une exploitation des ressources agro-halio-pastorales du Lac par une diversité d'acteurs

À la veille du boom de la pêche des années 1950-1960, le «Lac»⁴ était un vaste plan d'eau. Seuls quelques villages d'agro-pasteurs arabes shuwa fondés au XIX^e siècle peuplaient les rives camerounaises quand arrivèrent les premiers pêcheurs, des migrants saisonniers Kanouri et Haoussa originaires du nord Nigeria. Ils furent rapidement rejoints par les populations riveraines et celles de l'arrière-pays, agro-pasteurs arabes shuwa et agro-pêcheurs Kotoko, pour qui les eaux étaient jusqu'alors restées un milieu inconnu. À partir du milieu des années 1970, le changement d'hydrologie du Lac, dû à la sécheresse, a mis à découvert en saison sèche de vastes espaces de décrue, de surface très variable d'une année à l'autre. Le Lac devint alors un véritable oasis agro-halio-pastoral. Il fit office de zone de refuge pour les cultivateurs et les éleveurs sahéliens des quatre pays riverains qui créèrent de nouveaux villages à l'intérieur du Lac (*carte 1*). Certains sont installés en permanence, d'autres viennent chaque année, d'autres encore s'établissent temporairement. Des relations d'obligation et d'interdépendance mutuelles se sont progressivement établies entre ces migrants aux origines sociales et géographiques très diverses, à la faveur du retour d'années en années des mêmes éleveurs et migrants saisonniers, de l'installation des campements d'éleveurs à proximité des villages, de l'accueil des migrants chez les résidents, de la sédentarisation de certains pasteurs dans les villages du Lac, de la fréquentation des mêmes marchés et autres lieux publics, ou encore de la prise en charge progressive des fonctions de crédit et de commerce par les résidents [Rangé 2016b].

C'est bien que les éleveurs viennent au Lac. Ils viennent gagner leur vie comme nous. Ils nous apportent du lait et achètent les céréales. Leurs femmes font du petit commerce et travaillent dans nos champs. Je ne fais pas de différence entre les peuls et les arabes, ce sont tous des bergers et tous des musulmans comme moi.

(Résident agro-pêcheur arabe shuwa, âgé d'environ 35 ans, 2013)

Pouvoirs coutumiers et pouvoirs administratifs

Ces nouveaux espaces, sans autorité et droit anciennement établis, ont été intégrés aux territoires politiques existants, de façon relativement lâche. Dans les années 1950, au moment du boom de la pêche, les sultans kotoko installés dans l'arrière-pays œuvraient comme auxiliaires d'une administration coloniale

4. Dans la suite du texte, le «Lac» désigne la partie camerounaise du lac Tchad.

qui leur avait reconnu le monopole de l'autorité politico-foncière coutumière au détriment des chefs arabes shuwa. Les sultans revendiquèrent rapidement le contrôle des eaux lacustres et installèrent des représentants chargés de prélever pour leur compte des taxes sur les fours à fumer le poisson auprès des migrants saisonniers et de lever l'impôt auprès des résidents pour le compte de l'administration. Tout en restant sous l'autorité du sultan, les chefs arabes shuwa des villages anciens du Lac étendirent leur territoire vers l'intérieur des rives, au fur et à mesure que les eaux se retiraient. Ils désignèrent des migrants comme représentants dans les nouveaux villages et leur délèguèrent le droit d'installer de nouveaux migrants au village et de leur allouer une parcelle [Rangé 2016b].

À partir de la fin des années 1980, la configuration des pouvoirs locaux s'est complexifiée avec les déclinaisons locales des politiques de démocratisation, de déconcentration et de décentralisation qu'ont connues les pays africains. Les pôles et les acteurs du pouvoir ont été multipliés, sans que ne soit assurée une coordination forte entre eux. Amorcées dans les années 1990 au Cameroun, les politiques de décentralisation n'ont été effectives qu'à partir de 2004 au Lac. Cette partie du territoire camerounais a en effet été occupée par le Nigeria entre 1987 et 2004. Dépendant d'une unique sous-préfecture et municipalité en 1987, le Lac comptait en 2004 cinq sous-préfectures et autant de communes. Entre gestion de la stabilité sociale locale et captation de rentes, la présence de l'État (sous-préfets, services techniques, forces de l'ordre) s'est considérablement renforcée. Les enjeux de pouvoir autour du contrôle des municipalités ont par ailleurs favorisé la constitution de réseau de clientèle. Ces réseaux, regroupant différentes autorités (maires, chefs de village, chefs de tribu) autour des grands commerçants arabes shuwa et des sultans kotoko, sont entrés en compétition pour le contrôle de l'accès aux territoires lacustres et aux sources de rente. La gouvernance du Lac est ainsi la résultante de l'action d'autorités variées, relevant de systèmes de normes hétérogènes, dans des rapports lâches de coordination.

Une imbrication dynamique des usages agricoles, halieutiques et pastoraux

L'écosystème du lac Tchad est un écosystème en déséquilibre [Behnke *et al.* 1993] au sens où le renouvellement de la fertilité des terres, des pâturages et de la ressource halieutique dépend essentiellement de la crue de son fleuve tributaire (le Logone). Les ressources sont abondantes mais très variables dans l'espace et dans le temps.

En fonction de la toposéquence, de la saison et de l'ampleur de la crue, les différentes facettes écologiques des rives du Lac sont exploitées, successivement, par les cultivateurs, les éleveurs et les pêcheurs. Comme d'une année sur l'autre, la localisation et l'étendue des marécages et des terres disponibles changent et que les migrants saisonniers sont plus ou moins nombreux, ils doivent s'adapter en déplaçant leurs lieux d'activité, de campement et en modifiant leurs pratiques. Les bergers sont ainsi contraints d'adopter un autre parcours.

Nous avons observé une densification démographique, accompagnée d'une imbrication croissante des activités et d'une extension des surfaces cultivées⁵. Les éleveurs sont dorénavant contraints de faire pâturer leur troupeau de zébus sur dans les interstices non cultivés entre les parcelles pendant la période de culture (*voir photo 1*), ou dans les marécages entre deux cycles de culture (maïs, niébe, patate douce, canne à sucre) (*voir photo 2*), marécage où sont installés les nasses et les filets de pêche. Dans ce dernier cas, le pâturage facilite le contrôle de l'enherbement. Suivant l'évolution du niveau de l'eau et des mises en culture, des groupes d'éleveurs, différemment dotés en bétail et en main-d'œuvre, se succèdent pour valoriser le pâturage. Jusqu'à un certain niveau de pression animale, l'herbe repousse rapidement après le passage des troupeaux dans les marécages, permettant une exploitation continue des pâturages par différents groupes d'éleveurs qui se succèdent sur les mêmes espaces. Mais lorsque le bétail est trop nombreux dans des niveaux d'eau importants, il couche les végétaux sur son passage qui ne repoussent qu'une fois la parcelle exondée. L'imbrication des usages repose ainsi sur un mélange de synergies, de complémentarités et de concurrences [Rangé 2016b].

Un accès ouvert autorisé sans rôle de régulation des prélèvements

Autorisation et absence de critères d'identité

Sur ces espaces sans droits anciennement établis, les ressources sont ouvertes à qui en fait la demande. Contrairement aux situations coutumières classiques [Chauveau 1998 ; Jacob et Le Meur 2010], il n'y a pas de critère d'identité ou d'autochtonie. Dans un contexte de front pionnier à la densification récente, l'accès aux ressources est fluide et ne suit pas les appartenances ethniques. Cela est cohérent avec la variabilité du niveau du lac et la mobilité des hommes et des troupeaux. L'accès aux ressources n'en est pas pour autant libre car subordonné à l'autorisation de différentes autorités, coutumières et étatiques. Les éleveurs des pays voisins doivent, par exemple, obtenir l'autorisation de l'administration et des exécutifs municipaux ainsi que s'affranchir d'une taxe communale⁶. Cette taxe sur les pâturages ne constitue pas tant un instrument de régulation

5. Pour la partie camerounaise du lac Tchad, nous avons estimé à 45 000 hectares en 2013 les surfaces potentiellement cultivables et à 33 400 celles effectivement cultivées (pour la méthodologie de l'estimation, voir C. Rangé et H. Cochet [2018]). Ces surfaces ne comprennent pas les milliers d'hectares non cultivables (du fait d'une fenêtre trop courte d'exondation) et exploités uniquement pour la pêche et l'élevage sur une courte période de l'année.

6. Jusqu'aux années 1990, les éleveurs camerounais de l'arrière-pays se présentaient également devant l'administration, et devant les sultans kotoko, avant le départ en transhumance. Avec les changements dans la configuration des autorités (décentralisation, affaiblissement de l'autorité des sultans), leur départ n'est plus conditionné qu'à la vaccination de leurs animaux auprès des services de l'élevage.

qu'un outil budgétaire et une opportunité de rente pour l'exécutif communal. L'installation sur un campement, l'accès aux différents pâturages et le creusement d'un puisard (donnant un droit exclusif sur l'eau à celui qui l'a creusé) ne font l'objet d'aucune autorisation. L'accès des cultivateurs aux terres de décrue suppose l'autorisation du chef de village. Pour une contrepartie symbolique, ce dernier délimite une parcelle éventuellement identifiée au préalable par le bénéficiaire. Tous les individus, quels que soient leur origine ethnique ou géographique et leur lieu de résidence, peuvent ainsi obtenir une parcelle dans les mêmes conditions. L'allocataire de la parcelle se voit reconnaître un droit d'usage tacitement reconductible, ce qui lui permet de bénéficier du travail investi les années antérieures, mais sous condition de mise en culture.

Mobilité et régulation des compétitions en accès ouvert

Le contrôle de l'accès répond à des enjeux d'affirmation de pouvoir sur le territoire et de contrôle des mobilités humaines et pastorales. Il constitue, en outre, une source de rente pour les autorités. Il n'est pas un moyen pour favoriser ou exclure certains groupes sociaux et ne joue pas de rôle de régulation de l'exploitation et de limitation des prélèvements. À l'échelle du Lac, la pression sur les ressources est réelle mais ne génère pas d'exclusion. En effet, ces

Photo 2 : Troupeau de zébus mbororo pâture dans les marécages en saison sèche, Ndili, arrondissement de Blangoua (Cameroun, février 2012). Photo : C. Rangé.

dernières demeurent globalement abondantes et dépendent davantage de la crue du fleuve que des prélèvements (le lac Tchad est un écosystème en déséquilibre). L'essentiel des enjeux de coordination porte, non sur la limitation des prélèvements, mais sur les compétitions et les concurrences entre usages et « usagers ». C'est la mobilité des éleveurs, calquée sur la disponibilité des parcelles et sur des ajustements mutuels et respectant quelques règles contrôlées par les autorités, qui permet de gérer les situations de pression localisée sur les ressources. Pour qualifier leur gouvernance dans des écosystèmes en déséquilibre, où « everyone has equal rights and no one can be excluded » [Moritz 2016 : 704] et où l'enjeu de la régulation n'est pas dans la « gestion de la rareté » en délimitant des ressources et en excluant certaines populations mais en facilitant leur mobilité à une large échelle, Mark Moritz propose la notion d'*open property regime* pour définir un régime de propriété à part entière, différent d'un « accès libre » (*free access*), sans règle comme des régimes de propriété commune.

Des tensions sur l'accès des éleveurs étrangers

Les conflits les plus récents (depuis le milieu des années 2000) tendent toutefois à questionner le principe de l'accès ouvert autorisé. Dans un contexte de forte pression démographique, il est de plus en plus difficile de gérer par la mobilité certaines situations de pression, même localisées et circonscrites dans le temps. Les éleveurs de l'arrière-pays se mobilisent ainsi dorénavant à travers les réseaux clientélistes pour faire des autorisations d'entrée sur le territoire national un instrument de régulation de la concurrence avec les étrangers, en retardant l'entrée de leur troupeau. Ils font valoir pour cela leur citoyenneté en rappelant l'obligation de l'État à protéger le cheptel camerounais.

Avant, les peuls ne connaissaient pas le lac Tchad, les gens ne cultivaient pas, ils faisaient seulement la pêche. Il y avait la pluie à l'extérieur et les gens cultivaient à l'extérieur. Les bœufs étaient bien portants et on avait beaucoup de naissances. Puis, la pluie a fini, les cultivateurs et les peuls sont venus ; les premiers ont informé leurs frères que l'espace était intéressant. Nos bœufs ont commencé à maigrir et à mourir. On a dit : « Les peuls sont des étrangers qui finissent l'herbe ici, on ne peut pas leur interdire de venir mais on peut les retarder. Pour qu'il y ait la paix dans le Lac, il faut qu'ils restent dehors jusqu'au cinquième mois. » Si les bœufs piétinent l'herbe là où l'eau est à la hauteur du ventre, ils gâtent le pâturage. Donc on s'est dit qu'il fallait qu'ils entrent quand l'eau finit. On avait besoin de l'appui de l'administration pour ça car c'est eux les responsables des frontières. On a décidé de faire une collecte pour donner au délégué, au maire, au sous-préfet pour qu'ils retardent l'entrée des peuls. (Éleveur arabe, septuagénaire, Mafoulso 2, 2012)

En contestant ces arrêtés, les pasteurs non nationaux mobilisent des arguments économiques (ils créent de la richesse sur le territoire camerounais) et avancent le principe de réciprocité (les pasteurs camerounais transhument au Tchad).

On vient à Kofya depuis 36 ans. Au début, il y avait seulement trois à cinq cases à Kofya. Depuis deux à trois ans, on a des problèmes pour entrer au Cameroun. Nous les nomades, on n'a pas de maison, Tchad, Cameroun, Nigeria... Nos animaux n'ont pas de maladies et pourtant les éleveurs arabes veulent nous interdire d'entrer car on mange plus vite car on s'éparpille à la différence des arabes. Mais ils nous interdisent seulement parce qu'ils ont l'administration avec eux. Les maladies et les famines, c'est Dieu qui décide. Les arabes, même s'il n'y a pas de pâturage au Cameroun, devront aller au Tchad. Dans Logone-Birni, les bœufs arabes sont du côté du Tchad et il n'y a pas de problèmes. Dieu est là au dessus, mais sans l'administration, la base ne tient pas. Depuis deux ans, les éleveurs arabes vont à Kousséri et Yaoundé pour nous empêcher de venir. (Éleveur peul, septuagénaire, Kofya, campement de Birni-Goni, 2012)

Autre exemple, des conflits émergent autour des ressources agricoles et des sites de pêche qui portent sur la légitimité des autorités en contrôlant l'accès. Ces conflits à enjeu territorial, parce qu'ils jouent sur les réseaux de clientèle politique, remettent eux aussi en cause le principe de l'accès autorisé sans barrière d'autorité. Dans un contexte de pression croissante, l'autorisation peut devenir un moyen de réguler la pression sur la ressource, à travers la reconnaissance d'un droit prioritaire, voire exclusif, à certains groupes définis par leurs appartenances (nationales, villageoises, communales, clientélistes, pastorales...). Mais une telle évolution est l'objet de conflits et de pressions contradictoires et n'est pas inéluctable. Le principe de l'accès ouvert autorisé continue à largement dominer.

Une coordination des usages par évitement et ajustements mutuels

L'évitement ou la régulation par la mobilité

L'essentiel des enjeux de coordination porte sur les concurrences entre usages agricoles, halieutiques et pastoraux, et sur les compétitions entre « usagers ». L'évitement et les ajustements mutuels, fondés sur la connaissance mutuelle des pratiques des autres, sont au fondement de la régulation de la compétition entre éleveurs et des concurrences entre l'élevage et la culture de décrue. Des cultivateurs éviteront par exemple d'aller cultiver une parcelle dans des zones de pâturage encore libres de champs. Inversement, lorsqu'ils sont nombreux à mettre en culture un même endroit, ils contraignent les éleveurs à aller chercher d'autres pâturages, dans les marécages.

Je pourrais avoir d'autres parcelles maintenant mais aller cultiver seul, c'est pas possible. Les bœufs vont causer des problèmes. En groupe, on peut aller. Si on voit que l'inondation est mauvaise, on peut se déplacer en groupe. Si c'est un déplacement collectif, même si les bœufs viennent, ils vont contourner. (Résident Kotoko, septuagénaire, 2012)

D'une année sur l'autre, l'usage principalement agricole ou pastoral d'un même espace peut changer, en fonction des conditions d'inondation ou de la venue d'un plus ou moins grand nombre de cultivateurs saisonniers. Ces pratiques d'évitement permettent ainsi de gérer par la mobilité les situations de pression localisée sur les ressources dans un contexte épargné par la rareté, même si cela peut dégrader les conditions de leur exploitation, en particulier pour les éleveurs forcés d'exploiter les marécages, avec l'extension des surfaces cultivées.

Les éleveurs organisent leur mobilité en fonction de celles des autres en s'informant quotidiennement, sur les marchés, lors de visites sur les campements ou des tournées de repérage. Anticipant l'arrivée d'un groupe dont ils savent qu'il exploitera plus rapidement la ressource qu'eux, ils choisissent de se déplacer vers un campement donnant accès à des pâturages que l'autre groupe ne peut pas exploiter. C'est ainsi que l'extension des parcours des pasteurs peuls en provenance du Tchad ou du Nigeria au territoire camerounais a conduit les agro-éleveurs arabes shuwa de l'arrière-pays à réorienter le leur vers le Lac. D'une année sur l'autre, les grands groupes d'éleveurs occupent le même chapelet de campements, connu de tous, au fur et à mesure du retrait de l'eau. Ils entrent en compétition pour les mêmes pâturages, se reconnaissent mutuellement l'exclusivité du droit d'usage sur un ensemble de campements et, partant, sur un ensemble de pâturages. Néanmoins, ils ne peuvent en interdire l'accès aux nombreux ménages pastoraux qui se déplacent seuls ou en petit groupe et s'installent sur le campement sans leur en demander l'autorisation.

Entre éleveurs, l'évitement peut ainsi fonctionner sans l'intervention d'autorité. C'est ce qui fait dire à Moritz [2013, 2016] à propos des systèmes pastoraux des plaines du Logone que les régimes d'accès ouvert fonctionnent comme des systèmes complexes auto-organisés, sans autorité ou contrôle collectif, fondés sur les interactions entre unités individuelles (*ideal free distribution*).

Des règles simples et des couloirs à bétail pour réguler la mobilité et les conflits d'usage

Les mêmes autorités, qui autorisent l'accès, assurent l'application d'un nombre réduit de règles opérationnelles facilitant la mobilité des « usagers » agricoles ou régulant les conflits résultant des pratiques d'évitement entre cultivateurs et éleveurs. Sur les parcelles, le droit d'usage est conditionné à la mise en culture. Si l'utilisateur abandonne la parcelle plusieurs saisons de suite – trois années étant présentées comme la règle –, le chef de village peut la réattribuer à quelqu'un

d'autre. Cette règle puise sa légitimité dans le principe, commun dans les sociétés rurales africaines, du travail créateur de droits (le redéveloppement du couvert annule les gains offerts par l'investissement en travail). Les anciens « usagers » ne pouvant légitimement revendiquer l'exploitation exclusive des parcelles qu'ils ont délaissées, les modifications du parcellaire imposées par les changements de niveau du lac sont peu conflictuelles et les installations de nouveaux cultivateurs favorisées, comme l'attestent les archives préfectorales consultées :

En conclusion, il y a lieu de reconnaître que la récupération des champs des personnes émigrées pour les attribuer aux nouveaux venus dans le village est monnaie courante dans cette zone du lac Tchad. Donner raison à ces derniers reviendrait à dire que la zone va s'embraser et on assistera à des revendications de tous les champs dans la zone du Lac, ceci parce que selon les renseignements reçus 80 % des populations du Lac changent constamment de village⁷.

Les premiers conflits agro-pastoraux importants datent des années 1980 et ont été portés devant l'administration et les sultans kotoko. Cultivateurs et éleveurs expliquent comment ces autorités ont préconisé à l'époque un regroupement des parcelles en bloc et une surveillance serrée des troupeaux, refusant d'indemniser les dégâts sur les parcelles isolées (mais en imposant une indemnité dans le cas contraire). À condition de surveiller leur troupeau, les éleveurs ont pu continuer à les faire paître dans les interstices non cultivés, sur les parcelles non encore travaillées ou récoltées. Cette règle, considérée comme équitable par chacun des deux groupes, est cohérente avec les pratiques d'évitement et assure leur effectivité. Dans la plupart des cas, cultivateurs et éleveurs trouvent un compromis, éventuellement en faisant intervenir un voisin de champ, un ami ou un parent. Parfois, il faut recourir à l'arbitrage du chef de village.

Par ailleurs, pour permettre aux pasteurs de rejoindre les pâturages situés à l'arrière des zones cultivées, des couloirs à bétail longs de plusieurs kilomètres et traversant des territoires villageois, ont été délimités dans les années 1980 par les chefs de village et les représentants des éleveurs. Ces derniers ont parfois dû se reporter vers le sultan ou l'administration pour en assurer le respect. Mais, avec l'affaiblissement de l'autorité des chefs de village, ces couloirs tendent à se fermer.

7. Extrait d'un procès-verbal de règlement d'un conflit foncier, 2007, Archives préfectorales de Hilé-Alifa, n° 03/K/K23-07/SP.

Des formes localisées d'action collective: les digues de protection des cultures

Quelques formes d'action collective apparaissent autour des digues temporaires. Ces protections contre la montée des eaux résultent d'un gros travail mené par des cultivateurs exploitant des parcelles voisines, d'un effort de coordination avec les pêcheurs⁸ et d'une mobilisation, certes limitée mais essentielle, des pouvoirs coutumiers.

Sur les parcelles protégées par une digue, le droit d'usage est conditionné à la participation à la construction et aux frais annuels d'aménagement et d'entretien. Un « usager » qui choisit de se désengager de l'ouvrage doit abandonner sa parcelle pour une autre située en dehors de l'espace protégé ou pour se reporter sur la pêche. Quand un nombre trop important a fait ce choix, l'ouvrage est abandonné. D'une année sur l'autre, en fonction du nombre de migrants saisonniers, la situation peut s'inverser.

Cette année, les cultivateurs sont peu nombreux. Sinon, à pareil moment, on fait la digue de Dor Imar. Avant il n'y avait pas de pluies donc les gens de l'extérieur étaient obligés de venir ici. L'an passé, il y a eu des pluies à l'extérieur et des problèmes d'inondation ici, donc les gens ne sont pas venus cette année. C'est bien pour nous quand les gens de l'extérieur viennent car cela nous permet de faire la digue.

(Résident arabe shuwa, septuagénaire, 2011)

Les premières digues ont résulté d'initiatives spontanées de cultivateurs exploitant des parcelles voisines, pour faire face à une crue exceptionnellement précoce. Par la suite, ces aménagements sont devenus une pratique courante visant à augmenter la surface cultivable. D'un ouvrage à l'autre, on retrouve la même distribution des responsabilités : un responsable technique désigné par le groupe des cultivateurs surveille la montée de l'eau et décide, en accord avec un représentant des pêcheurs, de la date de début des travaux et de celle de l'ouverture de la digue. Dans chacun des villages concernés, une autre personne est responsable de l'information. L'efficacité de cette organisation tient à la rapidité de circulation de l'information et à la surveillance mutuelle entre producteurs, chacun pouvant s'assurer de la présence effective de son voisin de champs, tout cela étant facilité par les relations d'interconnaissance. La réprobation qui pèse dans les villages sur les « passagers clandestins » constitue la première des sanctions, renforcée par la délivrance d'une amende par le chef de village ou de quartier dont le montant est indexé sur les moyens humains et financiers du fautif.

Les règles qui gouvernent cette forme d'action collective correspondent plutôt bien avec le « modèle ostromien », avec ses principes de limite (limites de l'espace au niveau duquel s'applique la gestion), d'avantages proportionnels

8. Les digues sont détruites après les récoltes pour permettre la pêche.

aux coûts assumés, de procédures permettant de faire des choix collectifs, de supervision, de surveillance et de sanction différenciées et graduelles [Ostrom 1990]. Mais pour autant, elle repose sur la volonté d'un groupe fluctuant de cultivateurs voisins et non sur une communauté bien définie disposant d'un droit exclusif sur une portion d'espace.

Des tensions autour de l'évitement

Avec la densification du parcellaire et la hausse du nombre de cheptels, les éleveurs cherchent à faire valoir d'autres formes de coordination que le seul évitement. Des tensions, localisées, ont émergé entre cultivateurs de décrue et éleveurs à partir de la fin des années 2000. Elles se concentrent au niveau des campements où s'installent les grands groupes d'éleveurs en période de hautes eaux, quand il n'est pas possible de s'installer plus à l'intérieur. Les éleveurs souhaiteraient disposer d'espaces suffisamment vastes pour accueillir un grand nombre de ménages afin de mutualiser le lourd travail de gardiennage dans les marécages. De leur côté, les cultivateurs voudraient récupérer ces espaces propices au *niebe* (haricot) en plein développement. Par endroits, certains groupes d'éleveurs ont pu monnayer leur engagement à ne pas allouer de parcelles dans le périmètre du campement auprès des chefs de village. Après quelques années, ils se plaignent que ces derniers ne respectent plus le contrat. Sur quelques campements, les tensions sont plus vives et les mêmes conflits sont régulièrement réactivés. Les pasteurs non nationaux se mobilisent collectivement pour faire pression sur l'exécutif communal en refusant d'entrer sur le territoire de la commune tant que les champs litigieux n'auront pas été déguerpis. Ils revendiquent la garantie d'accès, dans de « bonnes conditions », aux campements et aux pâturages, ce que l'exécutif n'est pas en capacité de leur assurer. Parmi d'autres registres de justification (leur contribution économique au développement des territoires, la réciprocité pastorale), les pasteurs étrangers considèrent que le fait de payer une rente aux autorités devrait leur assurer certains droits d'usage prioritaires. L'autorisation d'accès et la rente qui l'accompagne deviennent dès lors des arguments pour justifier de nouvelles formes de régulation fondées sur la restriction d'usage. Une fois entrés sur le territoire communal, ils recourent à la force en laissant leurs troupeaux pénétrer dans les parcelles litigieuses. Il s'agit de provoquer le conflit pour contraindre les représentants de l'État à intervenir et négocier auprès d'eux la délimitation d'une aire de campement. Les cultivateurs du village sur le territoire duquel est installé le campement contestent ces délimitations, affirmant être prêts à se passer des droits que leur ouvre leur citoyenneté nationale (« l'État n'a qu'à reprendre ses écoles ») pour jouir d'un droit d'exclusion des pasteurs sur leur territoire villageois.

Conclusion

Les ressources agricoles, halieutiques et pastorales des rives du Lac Tchad sont clairement des ressources partagées, exploitées par un grand nombre d'acteurs. En revanche, elles ne sont pas « communes » au sens de ressources appropriées par une communauté définie d'ayants droit, capable d'exclure les tiers ou de contrôler leur accès. S'il y a bien une gouvernance du pluri-usage de ressources communes, il n'y a pas de « gestion en commun » de ces ressources par une communauté, et donc pas de « communs » au sens strict.

Dans ce contexte d'écosystème en déséquilibre, il n'y a pas de « dilemme des communs » entre intérêt individuel à court terme et intérêt collectif à long terme [Gardner *et al. op. cit.*], et on n'y rencontre pas de « gestion intentionnelle » de la ressource [Mermet 1991] : l'enjeu n'est pas la rareté et la préservation à long terme de la ressource par la limitation des prélèvements, mais la régulation des compétitions entre « usagers » et des concurrences entre usages. Loin d'être exclusif à un groupe social, l'accès est ouvert à tous, comme dans les cas de pastoralisme étudiés par Moritz [2016]. Il est par ailleurs, ici, soumis à autorisation. Nous proposons donc de qualifier ce mode de gouvernance du pluri-usage « d'accès ouvert autorisé », fondé sur la mobilité et sur des modes de coordination par ajustements mutuels et évitement, et une certaine priorité reconnue – dans un espace et à un moment donnés – aux occupants des années précédentes, avec des actions collectives, des résolutions de conflits et une mobilité facilitées par des autorités locales. Cette forme de gouvernance est polycentrique dans le sens où différents pouvoirs coutumiers et administratifs interviennent, mais de façon peu coordonnée et finalement peu concrète. Fonder l'analyse à partir des usages, des pratiques de coordination et de concurrence pour remonter aux institutions évite de réifier les formes de pouvoir et les règles.

On peut s'interroger sur la dynamique de la gouvernance des ressources et l'avenir de cet accès ouvert autorisé : sera-t-il durable ou, au contraire, finalement qu'une étape de l'histoire de la colonisation des rives du Lac ? Les indices d'une remise en cause du principe d'un accès ouvert sont certes perceptibles à travers les conflits fonciers les plus récents que nous avons décrits ici. Selon toute vraisemblance, la situation n'évoluera pour autant probablement ni vers un « régime de propriété commune ostromien », ni vers une appropriation privée des ressources, mais plutôt vers des accès plus exclusifs pour certains acteurs, au sein de formes de régulation hybrides qui continueront à mettre en jeu des autorités variées à différents niveaux et sans communauté instituée en capacité d'exclure les autres « usagers ». La question du devenir de cette forme de gouvernance reste d'autant plus ouverte que l'histoire du Lac, encore balbutiante, semble s'accélérer depuis l'insurrection de Boko Haram en 2014. Celle-ci a provoqué le dépeuplement de la zone, la militarisation et la « miliciarisation » de la gouvernance locale, avec, pour ceux qui continuent à en exploiter les ressources, un alourdissement des rentes prélevées au profit

des acteurs armés [Rangé *et al.* 2018]. La gouvernance du pluri-usage sur le Lac en portera durablement les traces.

Au-delà des incertitudes sur son avenir, le cas du lac Tchad permet de mettre au jour un type spécifique de gouvernance de ressources partagées, que nous avons qualifié d'accès ouvert autorisé. Il montre que la question de la caractérisation des modes de gouvernance des ressources naturelles renouvelables reste largement ouverte, au-delà du « modèle ostromien » et même du couple *open property regime / commons*.

L'immense diversité des formes d'appropriation et de contrôle des ressources peut difficilement entrer dans des catégories génériques aussi sophistiquées soient-elles. C'est bien la description fine des modes d'accès, de coordination et de contrôle qui permet de remonter à la caractérisation de modes de gouvernance des ressources spécifiques, ancrées dans un écosystème et une histoire sociale et politique spécifiques, autour d'enjeux de régulation eux-mêmes spécifiques. Seule la multiplication d'études approfondies menées dans cette perspective permettra d'élaborer des typologies descriptives pertinentes.

Charline Rangé

géographe, chercheuse associée, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique, (UMR 8586), Paris

Philippe Lavigne Delville

socio-anthropologue, directeur de recherche, Institut de recherche pour le développement, Gouvernance, risque, environnement, développement (UMR 220), Montpellier

Bibliographie

- AGRAWAL, Arun**, 2001, « Common Property Institutions and Sustainable Governance of Resources », *World Development* 29 (10) : 1649-1672.
- ANDERIES, John M. et Marco JANSSEN**, 2016, *Sustaining the commons*. Tempe, Arizona State University/Center for behavior Institutions and the Environment.
- BEHNKE, Roy H., Ian SCOONES et Carol KERVEN (dir.)**, 1993, *Range ecology at disequilibrium. New Models of Natural Variability and Pastoral Adaptation in African Savannas*. Londres, Overseas Development Institute.
- BLUNDO, Giorgio et Pierre-Yves LE MEUR**, 2009, « Introduction : an anthropology of everyday governance collective service delivery and subject-making », in G. Blundo et P.-Y. Le Meur (dir.), *The Governance of Daily Life in Africa: Ethnographic Explorations of Public and Collective Services*. Leiden, Brill Academic Pub (« African Social Studies » n° 19) : 1-37.
- BOUSQUET, François et Martine ANTONA (dir.)**, 2017, *Une troisième voie entre l'État et le marché. Échanges avec Elinor Ostrom*. Versailles, Quae (« Nature et société »).
- BOUTILLIER, Jean-Louis et Jean SCHMITZ**, 1987, « Gestion traditionnelle des terres (système de décrue/système pluvial) et transition vers l'irrigation. Le cas de la vallée du Sénégal », *Cahiers des sciences humaines* 23 (3/4) : 533-554.
- BROMLEY, Daniel W.**, 1992, « The commons, common property, and environmental policy », *Environmental and Resource Economics* 2 (1) : 1-17.
- CHAUVEAU, Jean-Pierre**, 1998, « La logique des systèmes coutumiers », in P. Lavigne Delville (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*. Paris, Karthala/Coopération française : 66-75.
- CORIAT, Benjamin**, 2017, « Communs (approche économique) », in M. Cornu, F. Orsi et J. Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*. Paris, Presses universitaires de France (« Dictionnaires Quadriga ») : 266-269.
- CORNU, Marie, Fabienne ORSI et Judith ROCHFELD**, 2017, *Dictionnaire des biens communs*. Paris, Presses universitaires de France (« Dictionnaires Quadriga »).
- EDWARDS, Victoria M. et Nathalie A. STEINS**, 1998, « Developing an Analytical Framework for Multiple-Use Commons », *Journal of Theoretical Politics* 10 (3) : 347-383.
- FAY, Claude**, 1997, « Groupes et territoires au Maasina (Mali) : logiques du contrat et logiques de la force », in J. Bonnemaïson, L. Cambrézy et L. Quinty Bourgeois (dir.), *Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*. Paris, Orstom (« Colloques et séminaires ») : 31-44.
- GALLAIS, Jean**, 1984, *Hommes du Sahel. Espaces-temps et pouvoirs. Le Delta intérieur du Niger. 1960-1980*. Paris, Flammarion (« Géographes »).
- GARDNER, Roy, Elinor OSTROM et James M. WALKER**, 1990, « The Nature of Common-pool Resource Problems », *Rationality and Society* 2 (3) : 335-358.

- JACOB, Jean-Pierre et Pierre-Yves LE MEUR**, 2010, « Citoyenneté locale, foncier, appartenance et reconnaissance dans les sociétés du Sud », in J.-P. Jacob et P.-Y. Le Meur (dir.), *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*. Paris, Karthala (« Hommes et sociétés ») : 5-57.
- MCCAY, Bonnie J. et James M. ACHESON (dir.)**, 1987, *The Question of the Commons. The Culture and Ecology of Communal Resources*. Tucson, University of Arizona Press.
- MEHTA, Lyla, et al.**, 1999, *Exploring understandings of institutions and uncertainty: new directions in natural resource management*. IDS Discussion Paper, Brighton, IDS/University of Sussex (<<https://www.ids.ac.uk/publications/exploring-understandings-of-institutions-and-uncertainty-new-directions-in-natural-resource-management>>).
- MERMET, Laurent**, 1991, « Dans quel sens pouvons-nous gérer l'environnement ? », *Gérer et comprendre. Annales des Mines* 22 : 68-81.
- MORITZ, Mark, et al.**, 2013, « Open Access, Open Systems: Pastoral Management of Common-Pool Resources in the Chad Basin », *Human Ecology* 41 (3) : 351-365. — 2016, « Open Property Regimes », *International Journal of the Commons* 10-2 : 688-708.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre**, 1995, « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête* 1 : 71-109.
- OSTROM, Elinor**, 1990, *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge, Cambridge University Press (« Political Economy of Institutions and Decisions »). — 2010, « Beyond Markets and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems », *The American Economic Review* 100 (3) : 641-672.
- OSTROM, Elinor, et al., (dir.)**, 2002, *The Drama of the Commons*. Washington DC, National Academies Press.
- RANGÉ, Charline**, 2016a, « Gouvernance foncière et intensification du multi-usage de l'espace. Le cas de la fenêtre camerounaise du lac Tchad », *Économie rurale* 353-354 : 45-63. — 2016b, *Multi-usage des ressources et mobilités : l'intensification dans une zone humide sahélienne. Le Lac Tchad vu par sa fenêtre camerounaise*. Thèse de doctorat en géographie. Paris, École doctorale ABIES, AgroParisTech.
- RANGÉ, Charline, et al.**, 2018, « La recomposition du système régional », in G. Magrin et M.-A. Pérouse de Montclos (dir.), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*. Paris, Agence française de développement : 167-194.
- RANGÉ, Charline et Hubert COCHET**, 2018, « Multi-usage familial et agriculture de firme sur les rives du Lac Tchad : une comparaison des performances économiques », *Natures Sciences Sociétés* 26 (1) : 33-48.
- VIVIER, Nadine**, 1993, « Une question délaissée : les biens communaux aux XVIII^e et XIX^e siècles », *Revue historique* 587 (3) : 143-160.

Résumé

« Gestion en commun » ou accès ouvert autorisé ?

La gouvernance du pluri-usage sur les rives du lac Tchad (Cameroun)

L'analyse des modes d'accès aux ressources agro-halio-pastorales et des coordinations entre « usagers » du lac Tchad (Cameroun) montre des formes originales de gouvernance : absence de groupe en capacité d'exclure et de réguler les prélèvements ; prévalence d'ajustements mutuels ; quelques formes d'action collective et régulation des conflits par les autorités autorisant l'accès. Si ce dernier est effectivement partagé, il n'y a pas de « communs » au sens de ressources appropriées par un groupe social, ni de gestion intentionnelle visant à assurer la reproduction de la ressource. Ce cas interroge la pertinence de la notion de « communs » comme entrée analytique dans l'étude des situations de ressources naturelles partagées. Il appelle à mieux caractériser la diversité des formes de gouvernance et rend pertinent la catégorie d'accès ouvert autorisé pour qualifier la gouvernance du pluri-usage sur les rives du lac.

Mots clés : Cameroun, lac Tchad, communs, gouvernance, pluri-usage, ressources naturelles, enjeux de coordination.

Abstract

“Commons” or authorized open access?

Multi-use governance on the shores of lake Chad (Cameroon)

An analysis of access to agricultural, fishing and livestock resources and of coordination issues among “users” of Lake Chad in Cameroon reveals original forms of governance characterised by an absence of groups that prohibit and regulate use, a prevalence of mutual adjustments, some forms of collective action, and conflict resolution by the authorities who authorise access. Shared access exists, but there is no “commons” as such, or any intentional management to ensure the viability of pooled resources. This case raises questions about the relevance of the concept of «commons» to analyse shared natural resources and calls for a more accurate characterisation of the diverse forms of resource governance. It also suggests that the multi-use governance observed on the shores of Lake Chad would be better described as authorised open access.

Keyword: Cameroon, lake Tchad, commons, governance, multi-use, natural resources, coordination issues.